

ISDC's Letter



Institut suisse de droit comparé
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung
Istituto svizzero di diritto comparato
Swiss Institute of Comparative Law

N°38

2^e édition 2015

Éditorial

Édition: Johanna Fournier, Alfredo Santos, Marie Papeil

Contributions de l'ISDC par : Alberto Aronovitz, John Curran, Stéphanie De Dycker, Karen Topaz Druckman, Karim El Chazli, Andreas Fötschl, Lukas Heckendorn Urscheler, Johanna Fournier, Ilaria Pretelli, Sadri Saieb, Christiane Serkis, Josef Skala et Henrik Westermark.

Contributions externes : Gary Carrel (TMI Associates), Silvia Deuring (Landgericht Mannheim, Allemagne), Carole Viennet (Université de Strasbourg, France).

Chères lectrices, chers lecteurs,

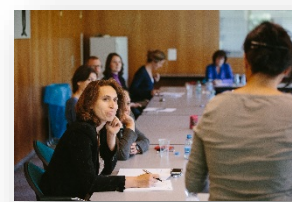
Nous avons le plaisir de vous proposer la seconde édition de l'ISDC's Letter pour l'année 2015. Ce numéro vous offre une sélection des dernières brèves juridiques de 20 ordres juridiques différents, classées par pays.

Vous trouverez également la rubrique « Développements juridiques divers » avec un article sur les droits économiques et sociaux des demandeurs d'asile et des réfugiés en Europe et un autre sur le « contrôle qualité » des embryons par diagnostic préimplantatoire en Allemagne. Cette édition comporte une page consacrée à la Chine, avec deux articles juridiques et un encart sur deux événements qui ont eu lieu à Beijing avec l'implication de l'Institut en septembre. Enfin, sur la page « Études de droit comparé », qui fait état de travaux comparatifs effectués à l'Institut, vous pourrez lire diverses réglementations sur l'obligation de diligence raisonnable des entreprises en matière environnementale.

Concernant la bibliothèque, vous découvrirez deux revues désormais accessibles en ligne. Et enfin, comme d'habitude, les prochaines manifestations de l'Institut et les dernières publications se trouvent en dernière page.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et espérons vous voir prochainement au sein de l'Institut suisse de droit comparé !

Les éditeurs



Stratégie & Rapport annuel	2
Brèves juridiques	3
<i>Allemagne</i>	3
<i>Argentine, Autriche</i>	4
<i>Bahreïn, Belgique</i>	5
<i>Danemark, Égypte, Espagne</i>	6
<i>États Arabes, États-Unis</i>	7
<i>France</i>	8
<i>Italie</i>	9
<i>Népal, Pays-Bas</i>	10
<i>Pologne, Rep. Tchèque, Roy. Uni</i>	11
<i>Fédération de Russie</i>	12
<i>Slovaquie, Suède</i>	13
Développements juridiques divers	14
Études de droit comparé	16
Bibliothèque	18
Publications et Manifestations	19

PARUTION DU RAPPORT ANNUEL 2014

La première partie du rapport détaille les activités juridiques et scientifiques de l'année. Sont passés à la loupe les avis de droit et les restructurations transfrontalières d'entreprises (transferts de sièges et autres) : qui sont nos clients ? quels droits sont concernés ? et de quels pays ? Puis les manifestations scientifiques qui ont eu lieu et les publications parues en 2014 sont expliquées. Dans cette partie, les collaborations avec nos différents partenaires sont également consignées ainsi que les chercheurs ayant reçu une bourse de l'Institut. Enfin, les activités scientifiques individuelles des collaborateurs sont répertoriées (cours, conférences et publications).

La partie consacrée à la Bibliothèque énumère, quant à elle, les services des acquisitions et des ressources continues, le catalogage et développement des collections et la numérisation, dans un premier temps. Ensuite, un chapitre est consacré à la coordination locale des Institutions Fédérales (IF), un autre à la gestion de la bibliothèque de l'Office fédéral de la justice et enfin, les services au public sont également développés.

Dans une troisième partie, les collaborateurs de l'Institut sont présentés, ainsi que les membres du Conseil et Comité de l'Institut et ceux du Conseil scientifique. Puis les chapitres suivants sont consacrés aux ressources humaines, aux finances, à la logistique et sécurité, à l'informatique, aux salles de conférences et à la visibilité de l'Institut.

Le rapport conclut sur les activités de l'AiSDC, l'Association des Amis et Alumns de l'ISDC.



Extrait de l'introduction :

« Trois thématiques différentes ont marqué les activités scientifiques de l'Institut suisse de droit comparé en 2014 : le droit et les langues, les entreprises et les droits de l'homme, ainsi que l'enlèvement international d'enfants. Cela s'est traduit en particulier (mais pas exclusivement) par trois faits marquants : la participation et le soutien au Congrès de l'Académie internationale de droit comparé à Vienne, notamment par l'organisation d'une session spéciale sur le droit et les langues, la rédaction d'une étude comparative concernant l'enlèvement international d'enfants au profit du Parlement européen, et l'organisation d'une journée de droit international privé dédiée à la dimension internationale privatiste des Principes Directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Dans chacun de ces projets, plusieurs collaborateurs et collaboratrices scientifiques de l'Institut ont été impliqués d'une manière très active. Les trois thématiques ont ainsi permis et contribué à un échange interne et international sur ces sujets d'actualité. »

Lukas Heckendorn Urscheler, Vice-Directeur.

Stratégie de l'ISDC pour la période 2015-2020

Le Conseil de l'Institut a adopté, en juin 2015, la stratégie pour les activités scientifiques de l'Institut entre 2015 et 2020. La stratégie a notamment pour but de faciliter l'accomplissement de la mission de l'Institut suisse de droit comparé. Elle identifie quatre champs d'actions : un premier à l'interne et les trois autres mettant en avant des manières d'interagir avec l'externe.

Ces quatre champs d'action sont définis de la manière suivante :

« 1) Augmenter l'efficacité, la qualité et la cohésion à l'interne par la création d'accents thématiques, tout en maintenant la polyvalence et les spécialisations individuelles des collaborateurs. Les axes essentiels pour la période 2015-2020 sont les suivants : droit comparé (théorie générale et méthode), droit international privé, droit de la famille et droit des successions, droit et religion, droit et communication et entreprises et droits de l'homme. L'Institut veillera à la création et l'utilisation des synergies entre les différentes activités et à ce qu'une approche systématique à la gestion et la transmission du savoir soit mise en place.



2) Augmenter la visibilité externe par l'accent mis sur l'élaboration et la diffusion des publications.

3) Maintenir et assurer le soutien politique par une augmentation de l'offre des prestations d'intérêt public, comprenant notamment le soutien aux jeunes chercheurs et la mise à disposition systématique des informations pour la pratique, notamment en matière de reconnaissance de partenariats enregistrés, transferts de sièges, certificats d'héritiers étrangers et droit pénal étranger.

4) Étendre les collaborations et les partenariats et établir un réseau dans le domaine du droit comparé. »

Dans le travail quotidien à l'Institut, c'est évidemment le premier champ d'action qui est au centre. Ce dernier identifie des domaines juridiques auxquels le travail est dédié en priorité, tout en maintenant la polyvalence et les spécialisations individuelles des collaborateurs – les deux des traits caractéristiques de l'Institut. De plus, la stratégie identifie également des domaines que l'Institut ne pourra plus traiter pour des raisons d'efficacité et de ressources, notamment le droit fiscal.

Brèves juridiques

Allemagne

Par *Johanna Fournier*, conseillère juridique

Droit pénal : BGH bestätigt strafrechtlichen Rechtmässigkeitsbegriff der Notwehr bei hoheitlichem Handeln

Der Bundesgerichtshof hat in seinem Urteil vom 09. Juni 2015 (1 StR 606/14) seinen sogenannten strafrechtlichen Rechtmässigkeitsbegriff bei hoheitlichem Handeln für Notwehrsituationen bestätigt. Um eine Tat durch Notwehr gemäss § 32 Strafgesetzbuch zu rechtfertigen, muss sich der Täter unter anderem gegen einen rechtswidrigen Angriff wehren. Dies gilt grundsätzlich auch dann, wenn sich der Täter gegen hoheitliches Handeln wehrt. Unter Bezugnahme auf seine frühere Rechtsprechung hat der Bundesgerichtshof bekräftigt, hoheitliches Handeln sei bereits dann rechtmässig, wenn der handelnde Beamte örtlich und sachlich zuständig sei und wenn er die vorgeschriebenen Formerfordernisse einhalte. Seien diese Voraussetzungen gegeben, so dürfe sich der Täter nicht gegen den Beamten zur Wehr setzen. Stattdessen sei er darauf angewiesen, die Rechtmässigkeit des staatlichen Handelns im weiteren Sinne erst nachträglich prüfen zu lassen. Grenze dieser Duldungspflicht sei jedoch willkürliches oder grob unverhältnismässiges Handeln des Beamten.

Droit des dommages-intérêts : Kein Schadensersatz für Verdienstaufschlag bei fehlendem Kinderbetreuungsplatz

In seinen Urteilen vom 26. August 2015 zu drei gleichgelagerten Fällen (1 U 319/15, 1 U 320/15, 1 U 321/15) hat das Oberlandesgericht Dresden Klagen von drei Müttern auf Schadensersatz für Verdienstaufschlag wegen fehlender Kinderbetreuungsplätze abgewiesen. Die Klägerinnen hatten von der Stadt Leipzig Schadensersatz im Wege der Amtshaftung verlangt, da die Stadt deren Kindern nicht rechtzeitig einen Platz in einer Kindertageseinrichtung zur Verfügung gestellt hatte. Gemäss der seit August 2013 geltenden Fassung des § 24 Absatz Sozialgesetzbuch VIII ist die Stadt dazu verpflichtet, Kindern ab Vollendung des ersten und bis Vollendung des dritten Lebensjahres einen Platz in einer Kinderbetreuungseinrichtung zur Verfügung zu stellen. Das Gericht lehnte eine Amtshaftung der Stadt mit der Begründung ab, als Anspruchsteller kämen alleine die Kinder selbst, nicht jedoch deren Erziehungsberichtigte in Betracht, da Ziel des Gesetzes die frühkindliche Förderung sei. Die klagenden Mütter seien nicht in den Schutzbereich der Norm mit einbezogen. Das Urteil ist jedoch noch nicht rechtskräftig.

Droit du travail : Spätehenklausel im Rahmen der Hinterbliebenenversorgung rechtswidrig

Das Bundesarbeitsgericht hat sogenannte Spätehenklauseln für Hinterbliebenenrenten in seinem Urteil vom 04. August 2015 (3 AZR 137/13) für rechtswidrig und unwirksam erklärt. Arbeitgebenden sei es nicht gestattet, die Zahlung von Renten an Hinterbliebene ihrer verstorbenen Mitarbeitenden vom Alter der Mitarbeitenden bei Eheschliessung abhängig zu machen. Im vom Gericht entschiedenen Fall verwehrt der/die Arbeitgeber/in die Zahlung einer Witwenrente an die hinterbliebene Ehefrau eines verstorbenen Mitarbeiters mit der Begründung, der Mitarbeiter habe die Ehe erst im Alter von 61 Jahren und damit zu spät geschlossen. Das Bundesarbeitsgericht befand eine solche Klausel als unmittelbar altersdiskriminierend im Sinne des § 7 des Allgemeinen Gleichbehandlungsgesetzes. Diese Benachteiligung könne auch nicht durch § 10 Satz 3 Nummer 4 des gleichen Gesetzes gerechtfertigt werden, da die dort genannten Erleichterungen lediglich auf Alters- und Invaliditätsversorgung anwendbar seien und nicht auf die Hinterbliebenenversorgung.



Droit constitutionnel : Eingeschränkte Geltung des Parlamentsvorbehalts für Einsätze der Streitkräfte bei Gefahr im Verzug

Mit seiner Entscheidung vom 23. September 2015 (2 BvE 6/11) hat das Bundesverfassungsgericht die Reichweite des Parlamentsvorbehalts für den Einsatz der Streitkräfte eingeschränkt. Grundsätzlich bedarf jeder bewaffnete Auslandseinsatz der Streitkräfte der Zustimmung durch das Parlament, dem Bundestag. Dies ergibt sich nach ständiger Rechtsprechung aus einer Gesamtschau der wehrverfassungsrechtlichen Vorschriften. Lediglich in Eilfällen wegen Gefahr im Verzug darf die Bundesregierung gemäss § 5 Absatz 1 Parlamentsbeteiligungsgesetz vorläufig alleine einen solchen Einsatz beschliessen. Absatz 3 der Norm regelt jedoch, die Bundesregierung müsse die Genehmigung des Einsatzes durch den Bundestag zum frühestmöglichen Zeitpunkt nachholen. Anlässlich der Evakuierung deutscher Staatsangehöriger aus Libyen am 26. Februar 2011 hat das Bundesverfassungsgericht dies dahingehend eingeschränkt, eine solche Genehmigung sei nicht erforderlich und eine reine Benachrichtigung ausreichend, wenn der Einsatz zum Zeitpunkt der möglichen Genehmigung bereits beendet sei.

Argentine

Par *Alberto Aronovitz*, conseiller juridique

Droit de la santé : Thérapie du rire – clowns d'hôpital

Le 19 mai 2015, le Sénat de la Province de Buenos Aires a reconnu l'utilité de la « thérapie du rire » et approuvé un **projet de loi** dont l'objet est d'incorporer les activités des clowns d'hôpital au système de santé. L'article 3 du nouveau dispositif prévoit que chaque unité de thérapie pédiatrique aura un service de « spécialistes dans l'art des clowns » en domaine hospitalier. Les clowns d'hôpital sont ces personnes spécialisées remplissant les conditions et exigences pour développer leurs tâches dans les hôpitaux publics et/ou municipaux.



Autriche

Par *Andreas Fötschl*, conseiller juridique

Droit privé : Grosse Erbrechtsreform

Das österreichische Parlament hat eine umfassende Reform des Erbrechts (**Erbrechts-Änderungsgesetz 2015, ErbRÄG 2015**) beschlossen. Ziel ist einerseits die Anpassung des österreichischen Rechts an die Eu-ErbVO (Nr. 650/2012, Rom V-VO). Es ist zum Beispiel vorgesehen, dass die Ausstellung des Europäischen Nachlasszeugnisses in erster Linie durch den Gerichtskommissär (Notar) des zuständigen Verlassenschaftsgerichts erfolgt. Wegen der Anwendung der VO auf Drittstaatsverhältnisse (zum Beispiel mit der Schweiz) werden einige Regelungen (z.B. §§ 28 bis 30 des österreichischen IPRG) durch die VO gegenstandslos und aufgehoben. Die Reform erfasst auch zahlreiche Fragen des materiellen Erbrechts (so zum Beispiel die Erweiterung der Erbunwürdigkeits- und Enterbungsgründe, die Verschärfung der Formanforderungen für fremdhändige letztwillige Verfügungen, die Einführung eines am verschafften Nutzen orientierten gesetzlichen Pflegevermächtnisses, der Entfall des Pflichtteilsanspruchs von Vorfahren, die Ermöglichung einer Stundung oder Ratenzahlung des Geldpflichtteils, die Neugestaltung der Pflichtteilsberechnung sowie die Vereinheitlichung der Verjährungsregelungen; das gesetzliche Vorausvermächtnis zugunsten des Ehegatten oder eingetragenen Partners wird auf den blossen Lebensgefährten zeitlich befristet erweitert). Die materiellen Änderungen treten zum 01. Januar 2017 in Kraft.

Droit de la famille : Ablehnung der Rückführung nach Frankreich wegen Gefährdung des Kindeswohls bei Kindesentführung

Wenn der entführende Elternteil, der das Kind seit Langem allein betreut, im Ursprungsstaat (hier Frankreich) aufgrund der Entführung rechtskräftig zu einer Freiheitsstrafe verurteilt worden ist, die Vollziehung dieser Strafe im Fall seiner Rückkehr nicht ausgeschlossen werden kann und die damit verbundene Trennung zu einer schweren Traumatisierung des Kindes führen würde, liegt das Rückführungshindernis der Gefährdung des Kindeswohls nach Artikel 13 *litera b* Haager Übereinkommen über die zivilrechtlichen Aspekte der Kindesentführung (HKÜ) vor (**OGH 27. April 2015, 6 Ob 67/15v**). Gemäss Artikel 11 Absatz 4 Brüssel IIa-VO darf die Rückführung in einen EU-Mitgliedstaat nicht wegen Kindeswohlgefährdung abgelehnt werden, wenn nachgewiesen ist, dass in diesem Staat angemessene Vorkehrungen zum Schutz des Kindes getroffen wurden. Bleiben dem erkennenden Gericht Zweifel, ist eine Rückführung ausgeschlossen. Außerdem müssen die Maßnahmen bereits tatsächlich gesetzt sein. Dass sie nach der Rechtslage des Ursprungsstaats bloss zur Verfügung stehen, genügt nicht. Die Ablehnung der Rückführung wegen Kindeswohlgefährdung ist jedoch nicht als staatliche Billigung des Verhaltens des entführenden Elternteils zu verstehen.

Droit du sport : Schadenersatz für unberechtigte Antidopingmaßnahmen, Zuständigkeit Vereinsschlichtung oder Zivilgericht

Ein klagender Radsportler beehrte von der Nationalen Anti Doping Agentur (NADA) Austria und dem Bundessportfachverband Schadenersatz aufgrund einer vorübergehenden Suspendierung, die von der Rechtskommission als Antidopingmaßnahme verhängt, von der Schiedskommission nach Anfechtung jedoch wieder aufgehoben wurde. Der Radsportler konnte deshalb nicht an der Österreich-Radrundfahrt teilnehmen und es entgingen ihm Sponsorengelder. Der Oberste Gerichtshof entschied, dass sein Schadenersatzbegehren nicht dem Vorrang der vereinsinternen Schlichtung beim Bundessportfachverband unterliege, sondern gleich vor den ordentlichen Gerichten geltend gemacht werden könne (**OGH 18. Februar 2015, 3 Ob 157/14f**). Die im Lizenzantrag 2010 des Österreichischen Radsport-Verbandes vorgesehene Schiedsklausel führe schon mangels Bestimmtheit zu keiner wirksamen Schiedsvereinbarung mit dem antragstellenden Radfahrer, weil nicht in ausreichendem Mass erkennbar sei, welche Streitigkeiten davon erfasst sein sollten.



Arbitrage, droit européen des cartels : Schiedsspruch - keine *ordre public*-Widrigkeit

Ein russischer Exporteur und ein tschechischer Importeur hatten einen Vertrag über die Lieferung von Gas geschlossen, welcher Mindestabnahmemengen und eine sich auf das tschechische Staatsgebiet beschränkende Mengenreduktionsklausel enthielt. Streitig war, ob die Mengenreduktionsklausel wegen Abschottung eines nationalen Marktes gegen Artikel 101 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) verstößt und daher nichtig ist. Die Zahlungsansprüche des Exporteurs (ca. 400 Mill. Euro) wegen einer Unterschreitung der Mindestabnahmeverpflichtung wurden vom Schiedsgericht unter Anwendung der Reduktionsklausel abgewiesen. Der Kläger berief sich auf die Nichtigkeit der Reduktionsklausel. Der Oberste Gerichtshof meinte (OGH 18. Februar 2015, 2 Ob 22/14w), die Artikel 101 und 102 AEUV gehörten zwar zu den tragenden Grundsätzen des Europarechts. Ein Verstoss gegen diese Regelungen bedeute auch eine Verletzung des österreichischen *ordre public*. Dabei würden auch Klauseln, welche die Wettbewerbsbeschränkung zwar nicht selbst bezweckten oder bewirkten, aber wesentlich zu ihrem Zustandekommen oder ihrer Durchsetzung beitragen, als mit den verbotenen Vereinbarungen in einer Einheit stehend beurteilt. Im vorliegenden Fall war die *ordre public*-Widrigkeit des Schiedsspruchs schon wegen der Untrennbarkeit von Abnahmeverpflichtung und Mengenreduktionsklausel zu verneinen. Die Frage des allfälligen Verstosses des Schiedsspruchs gegen EU - Kartellrecht sowie des dabei anzuwendenden Prüfungsmaßstabs war daher nicht präjudiziell.

Bahreïn

Par *Karim El Chazli*, conseiller juridique



Droit international privé : Adoption d'une nouvelle loi

La loi n° 6 de 2015 (version arabe), relative aux conflits de lois en matière civile et commerciale comportant un élément d'extranéité, vient d'être publiée dans le Journal officiel du Royaume du Bahreïn n° 3217 du 09 juillet 2015. Cette loi fait une large place à l'autonomie de la volonté. En effet, l'article 4 dispose que les parties peuvent choisir le droit applicable (sous-entendu « droit étatique ») ou choisir le droit du commerce international et ses usages (autrement dit, la *lex mercatoria*). Il s'agit, à notre connaissance, de la première reconnaissance expresse par une législation étatique du pouvoir des parties de choisir la *lex mercatoria*. Le choix du droit applicable est également possible en matière d'obligations non-contractuelles (articles 25 et 26). Concernant la question de la preuve du contenu du droit étranger, le législateur bahreïni s'est rallié à la tendance répandue dans sa région traitant le droit étranger comme un fait devant être prouvé par les parties. Ainsi, l'article 6 oblige les parties à fournir les textes du droit étranger (et éventuellement des décisions judiciaires et des opinions doctrinales). Si elles ne le font pas, il sera possible de considérer que le droit bahreïni est applicable. Enfin, cette législation se caractérise par de nombreuses dispositions spécifiques à différents types de contrats. Ainsi, des dispositions spéciales sont prévues pour les contrats boursiers (article 18), les contrats de franchise (article 20), les contrats d'agence commerciale (article 21), les contrats de consommation (article 22), les actions et les obligations (article 23), les effets de commerce (article 24) et la propriété intellectuelle (article 27).



Belgique

Par *Stéphanie De Dycker*, conseillère juridique

Lutte contre le terrorisme : Nouvelles dispositions

La Belgique s'est dotée de nouvelles dispositions en matière de lutte contre les actes terroristes, entrées en vigueur le 15 août 2015. En application de la loi du 20 juillet 2015, (*masque de recherche*, voir aussi la loi du 18 février 2013 modifiant le livre II, titre Ier ter du Code pénal) un nouveau comportement terroriste a été inséré dans le Code pénal belge, à savoir le déplacement (vers l'étranger ou vers la Belgique) aux fins de commettre une infraction terroriste (Code pénal, article 140 *sexies*). Ce comportement sera puni indépendamment de la réalisation ou non de l'infraction terroriste, puisque le but est de prévenir un résultat dommageable. La sanction de l'infraction de déplacement aux fins de commettre une infraction terroriste peut dans certains cas être redondante avec celle qui punit la tentative de participer à une activité d'un groupe terroriste. Mais cette dernière impliquant la notion de « groupe terroriste », le législateur a cherché, avec l'infraction de déplacement aux fins de commettre un acte terroriste, à punir les « loups solitaires » qui agissent de façon plus ou moins isolée. La nouvelle loi prévoit aussi que les écoutes téléphoniques sont désormais autorisées en cours d'instruction pour des infractions terroristes (Code d'instruction criminelle, article 90ter). Enfin, toutes les infractions terroristes peuvent désormais mener à la déchéance de la nationalité belge (code de la nationalité belge, article 23/1 *et s.*).

Danemark

Par *Henrik Westermarck*, conseiller juridique

Droit de travail : The Danish Labour Court found industrial action against Ryanair to be lawful

In its judgment of 01 July 2015 ([AR2015.0083](#)) the Danish Labour Court ruled that the Danish Confederation of Trade Unions (LO) had the right to take industrial action against Ryanair. The case concerned the notice by trade unions to take action against Ryanair for the purpose of obtaining a collective agreement covering Ryanair's staff based at Copenhagen Airport. Ryanair objected to the legality of the unions' notice to take action by referring to the fact that the aircrafts were registered in Ireland. The Court however held that the staff are Danish and that Danish labour law must be respected. The ruling thus has the effect that the Flight Personnel Union and The Services Union both have the right to demand a collective agreement with Ryanair for its staff based in Denmark. Following the ruling, Ryanair decided to abandon its bases in Denmark.

Égypte

Par *Karim El Chazli*, conseiller juridique

Droit pénal : Adoption d'une nouvelle loi anti-terroriste

Trouver un équilibre entre la lutte contre le terrorisme et le respect des droits fondamentaux est loin d'être une chose aisée. C'est ce que révèlent notamment les discussions accompagnant l'adoption de la [loi égyptienne sur le terrorisme n° 94 de 2015](#) (traduction non officielle), publiée au Journal officiel du 15 août 2015 et entrée en vigueur le jour suivant. Cette loi, à l'instar de nombreuses lois de la région, adopte une définition large de l'acte terroriste (article 2) et détaille les différentes infractions terroristes. L'article 35 a attiré le plus d'attention et a été critiqué par les journalistes et les ONG des droits de l'homme. Celui-ci prévoit en effet une amende conséquente (entre CHF 25'000.- et 62'000.-) pour toute personne qui publie, diffuse, expose ou propage des « fausses » informations ou des « faux » communiqués à propos des actes terroristes ayant eu lieu en Égypte ou à propos des opérations liées à la lutte contre ces actes, qui sont contraires aux communiqués officiels du Ministère de la défense. Il est à noter qu'une version précédente de cet article prévoyait une peine d'emprisonnement de deux ans au minimum.



Espagne

Par *Alberto Aronovitz*, conseiller juridique

Droits fondamentaux : La liberté d'expression de l'artiste face à la glorification du terrorisme

Dans un cas du Tribunal suprême ([sentence 106/2015 du 19 février 2015](#)), un chanteur de rap avait publié sur le net des chansons dont les textes justifiaient et exaltaient les actions de groupes terroristes tels que GRAPO, ETA, *Al Qaeda*, RAF, *Terra Lliure* et demandaient la continuation de ces actions. Le chanteur avait été condamné en première instance sur la base de [l'article 578 du Code pénal espagnol](#). Cette disposition réprime l'exaltation (*enaltecimiento*) ou la justification « par tout moyen d'expression publique ou de diffusion » des personnes qui ont participé à l'exécution d'actes terroristes et qui portent atteinte, humilient ou rabaissent les victimes de ces actes. Dans l'instance d'appel devant le Tribunal suprême, le condamné avait soulevé en sa défense le droit à la liberté d'expression et de création artistique. Dans sa sentence du 19 février 2015, le Tribunal suprême a rejeté cette argumentation et confirmé la décision du tribunal d'instance. La haute instance espagnole a souligné que le droit à la liberté d'expression trouve ses limites lorsque les expressions deviennent un discours de la haine, ce qui est le cas pour la justification ou glorification d'actions terroristes. Selon le Tribunal, « le terrorisme est la plus grave vulnération des droits humains de la communauté qui subit ces actions, car le discours du terrorisme se base sur l'extermination de celui qui est différent, de l'intolérance la plus absolue, de la perte du pluralisme politique et, enfin, de terroriser collectivement une population comme moyen d'avancer des objectifs ». Dès lors, la sentence d'emprisonnement pour une période de deux années a été confirmée.

Droit de naturalisation : Concession de nationalité aux descendants des juifs espagnols

Le 10 juin 2015, l'Espagne a adopté une **loi permettant l'acquisition de la nationalité espagnole aux descendants des juifs** qui avaient été expulsés en 1492. Les personnes souhaitant bénéficier de la nouvelle loi doivent justifier leur condition de juifs d'origine espagnole (*sefard*) ainsi que leur relation particulière avec l'Espagne. La condition de juif *sefarde* originaire d'Espagne est attestée par un certificat livré, soit par le président de la Commission permanente de la Fédération des communautés juives d'Espagne, soit par le président de la communauté juive du lieu de résidence ou du lieu de naissance du demandeur et de l'autorité rabbinique légalement reconnue par l'état de la résidence habituelle du demandeur. La relation particulière avec l'Espagne se prouve en suivant deux tests. Dans le premier test, le candidat doit démontrer au moins un niveau A2 de base selon le Cadre commun européen de référence des langues du Conseil de l'Europe. Dans le second test, il faudra démontrer ses connaissances de la Constitution espagnole et de la réalité sociale ainsi que de la culture de ce pays. Pour traiter les demandes de naturalisation, le Ministère de la justice espagnol établira une procédure qui inclura une plateforme électronique.

États Arabes

Par *Karim El Chazli*, conseiller juridique

Droit des sociétés : Adoption de nouvelles lois

Un vent de codification et de modernisation du droit civil (et notamment du droit de la famille) avait soufflé dans les États arabes durant les années 2000. Ce vent souffle désormais sur les droits des sociétés et ceci depuis quelques mois. Le Koweït avait déjà adopté en 2013 **l'ordonnance relative à la loi n° 25 de 2012** promulguant la loi sur les sociétés, remplaçant ainsi la loi n° 15 de 1960. En septembre 2014, le Bahreïn a adopté la **loi n° 50 de 2014** modifiant sa loi sur les sociétés de 2001. En février 2015, le Soudan a adopté une nouvelle loi sur les sociétés qui est venue remplacer une loi de 1925. Le 12 mars 2015, l'Égypte a adopté la **loi n° 17 de 2015** modifiant sa loi sur les sociétés n° 159 de 1981. Le 31 mars 2015, les Émirats arabes unis ont adopté la loi fédérale n° 2 de 2015 relative aux sociétés commerciales, longuement attendue, particulièrement par le monde des affaires à Dubaï et Abu Dhabi. Cette loi remplace la loi fédérale n° 8 de 1984. En juillet 2015, le Qatar a adopté la **loi n° 11 de 2015** relative à la promulgation de la loi sur les sociétés commerciales. Cette nouvelle loi remplace la loi n° 5 de 2002.



États-Unis

Par *Karen Topaz Druckman*, conseillère juridique

Droit de la propriété intellectuelle : Intellectual Property

In 2007, Stephanie Lenz posted a video to YouTube of her children dancing and running around in her kitchen with Prince's "Let's Go Crazy" playing in the background, which Universal Music Corp. had removed for copyright infringement by using the take-down provisions of the **Digital Millennium Copyright Act** ("DMCA"). Lenz then filed a lawsuit in federal court, requesting Universal be held accountable for misrepresenting that her video violated copyright law when, instead, it represented fair use of the Prince song. In a ruling of 14 September 2015, the Court of Appeals for the Ninth Circuit confirmed that a copyright owner must consider the existence of fair use before sending a DMCA takedown notice (**Lentz v. Universal Corp.**). The copyright owner who sends a DMCA takedown notice need only have a subjective good faith belief that fair use does not apply in order to avoid liability for any DMCA misrepresentation. An intensive, in-depth analysis is not required – in fact, the majority suggested that a computer algorithm, by itself, might be sufficient. On the other hand, where a copyright owner subjectively believes that there is a significant probability that a particular use qualifies as a fair use, and takes deliberate action to avoiding acquiring knowledge of the fair use, sending a takedown notice is likely to be a DMCA misrepresentation under the willful blindness doctrine.



Droit de la procedure civile : Class Actions – are Uber drivers employees?

A California federal judge has agreed to certify a class of California drivers who claim to have been misclassified as independent contractors instead of employees in connection with their work as “free-lance” “Uber-drivers”. On 01 September 2015, the U.S. District Court for the Northern District of California determined that all Uber drivers in California who did not previously waive their right to participate in class action arbitration could continue to bring their claims against the company on a class-wide basis ([O'Connor v. Uber Technologies](#)). This decision may have important potential consequences for any company that relies on engaging independent contractors as part of its business model, which is the case of many start-ups in the competitive IT.



Droit du travail : Employment Law

On 27 August 2015, the California Legislature passed [AB 465](#), a bill that would make obligatory agreements to arbitrate employment disputes illegal in the state. The Governor of California has until 11 October 2015 to sign the bill. If signed, the new law would affect employment arbitration agreements and modifications effective on or after 1 January 2016. The new law would also prohibit an employer from threatening, retaliating, or discriminating against any person for refusal to sign an agreement to arbitrate. The burden of proof that any such agreement was voluntary and was not a condition to employment would fall on the employer. Sanctions would include injunctive relief and reasonable attorneys' fees. The new law would not apply to any person represented by counsel during negotiation of an employment arbitration agreement. Current law includes some provisions intended to guarantee that agreements to arbitrate employment disputes are made knowingly and that employees' due process rights are protected. These protections notwithstanding, legislators pointed to arbitration forum limits on discovery and the unavailability of appeal as factors compelling a ban on mandatory agreements.

Droit de la personnalité : Right to Privacy

Two additional states have joined the more than 20 states in the U.S. that have adopted privacy laws aimed at social media. Under the Maine [Act to Promote Privacy in Social Media](#), which takes effect in October 2015, employers are prohibited from requiring employees or job applicants to disclose social media passwords or other personal account information; making hiring decisions based on an applicant's refusal to (1) access his or her social media accounts in the employer's presence; (2) add the employer to his or her contact lists; or, (3) alter privacy settings to allow the employer to the content of such social media accounts. It should be noted, however, that the Maine law does not prohibit employers from requiring social media account information in connection with an investigation into an employee's misconduct or a workplace-related violation. In Delaware, the [Employee/Applicant Protection for Social Media Act](#), which took effect in August 2015, prevents employers from requiring employees to provide access to social media accounts. In addition, Oregon amended its existing law ([O.R.S. § 659A.330](#)) by prohibiting employers from requiring an employee or applicant to generate a social media account as a condition of employment. [Oregon Senate Bill 185](#) represents an amendment of Oregon's social media password privacy law which was enacted only in 2013.

France

Par Stéphanie De Dycker, conseillère juridique

Droit international coutumier : Conditions de renonciation aux immunités de juridiction et d'exécution des missions diplomatiques

La Cour de cassation s'est prononcée, dans un arrêt du 13 mai 2015 ([Cass., 1^{ère} civ, n°13-17551](#)), sur l'état du Droit international coutumier en ce qui concerne les conditions à la renonciation par un État aux immunités de juridiction et d'exécution dont bénéficient ses missions diplomatiques à l'étranger. L'arrêt de la Cour d'appel de Versailles qui a fait l'objet du pourvoi avait jugé que le Droit international coutumier exige que la renonciation à ces immunités soit expresse et spéciale, indiquant qu'en l'espèce, la renonciation n'était nullement spéciale. La Cour de cassation a cassé cet arrêt, au motif que le Droit international coutumier n'exige pas une renonciation autre qu'expresse à l'immunité d'exécution, rendant de ce fait l'exécution plus aisée.

Renseignement : Nouvelle législation

La [loi n°2015-912 sur le renseignement](#) a été publiée au Journal officiel du dimanche 26 juillet 2015, après avoir été validée en majeure partie par le Conseil constitutionnel ([Cons. Const., 23 juillet 2015, n°2015-713](#)), qui a tout de même censuré plusieurs dispositions du texte, notamment celle introduisant la procédure d'urgence dite « opérationnelle » qui permettait à l'autorité administrative de se passer d'une autorisation préalable du premier ministre ou de l'un de ses délégués, ainsi que de l'avis de la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement pour mettre en place les mesures de surveillance prévues par le texte, au motif que l'atteinte au droit au respect de la vie privée a été jugée disproportionnée. De même, les mesures relatives à la surveillance internationale n'ont pas été validées, faute pour le législateur de n'avoir pas précisé les conditions d'exploitation, de conservation et de destruction des renseignements collectés dans ce cadre. La moitié des articles de la nouvelle loi sur le renseignement devront cependant attendre la publication de leurs décrets d'application pour être effectifs.

Droit international privé : Inscription à l'état civil d'enfants nés à l'étranger d'une gestation pour autrui

Dans deux affaires tranchées le 3 juillet 2015 en assemblée plénière (Cass., Ass. Plén., nos. [14-21.323](#) et [15-50.002](#)), la Cour de cassation a décidé qu'un acte de naissance qui n'est ni irrégulier ni falsifié et dont les faits qui y sont déclarés correspondent à la réalité doit être transcrit à l'état civil français. Dans ses arrêts, la Cour de cassation estime que la convention de gestation pour autrui réalisée à l'étranger en toute légalité ne fait pas obstacle à cette transcription à l'état civil français, opérant ce faisant un revirement de jurisprudence puisque, dans ses arrêts des 6 avril 2011, du 13 septembre 2013 et du 19 mars 2014, la Cour interdisait à une convention de gestation pour autrui de produire des effets, estimant que cette convention est nulle, d'une nullité d'ordre public et contraire à un principe essentiel du droit français : celui de l'indisponibilité de l'état des personnes.



Italie

Par [Ilaria Pretelli](#), conseillère juridique

Droit international public : Nulla poena sine lege

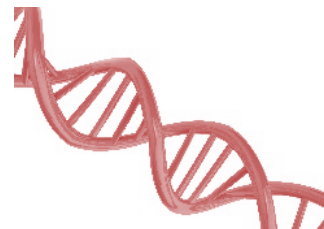
La demande du gouvernement italien pour la réforme de [l'arrêt du 14 avril 2014](#) dans le cadre de l'affaire Contrada (n° 3) a été rejetée. Ainsi, le jugement du 14 avril 2014 devient définitif. Rappelons que Bruno Contrada, fonctionnaire de la police et des services secrets italiens, avait été condamné par l'Italie pour le soutien donné à l'association mafieuse Cosa Nostra pendant son office et en particulier dans la période précédant l'attentat mortel contre le juge Paolo Borsellino – qui conduisait la plus grande opération anti-mafia italienne dans les années 1980. Rappelons également que la Cour européenne, sollicitée par Bruno Contrada à trois reprises, a constaté dans ce dernier arrêt une violation de l'article 7 de la Convention des droits de l'homme en vertu duquel « Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise ». Selon les juges de Strasbourg, le crime de concours externe en association de type mafieux n'était pas suffisamment clair au moment des faits accomplis par Contrada pour pouvoir donner lieu à une condamnation. Pour cette raison l'Italie devra verser à Bruno Contrada, à titre de préjudice moral, un montant de EUR 10'000.

Droit de l'immigration : Déclaration de non-conformité à la constitution italienne de la règle qui prévoit la condition de la nationalité italienne pour l'accomplissement du service civil

Par l'arrêt n° 119/2015, la Cour constitutionnelle d'Italie a déclaré la non-conformité à la Constitution italienne de [l'article 3](#), paragraphe 2, du [décret législatif n° 77/2002](#) dans la mesure où l'article prévoit la condition de nationalité italienne pour l'admission au service civil, un service né en tant qu'alternative au service militaire qui était obligatoire en Italie jusqu'à 2005. Cette ouverture rebondit à l'idée que les migrants pourraient être employés dans des centres d'accueil et accomplir des services publics en faveur des communautés d'accueil. En particulier, cela pourrait entraîner le double avantage de prévenir cette « inactivité forcée » dans les centres d'accueil qui a souvent comme unique alternative l'exploitation de migrants par les réseaux de la criminalité.

Droit pénal, bioéthique, neurocriminologie : Réduction de la peine à cause d'une variation génétique dans l'ADN

La **Cour d'assises d'appel de Trieste** a appliqué une réduction de la peine d'un tiers à l'auteur de l'assassinat d'une personne en raison de la présence d'une variation génétique dans son ADN. En 2007, un homme assassinait brutalement une jeune femme qui l'avait appelé « homosexuel » parce qu'il avait les yeux maquillés. La Cour d'appel de Trieste, pour examiner la capacité de discernement de l'accusé lors des faits, avait désigné un examen psychiatrique. Selon les experts, « la capacité de comprendre de l'accusé aurait été grandement diminuée en raison de son cadre psychiatrique, caractérisé par une personnalité de type dépendant-négativiste avec d'importants troubles d'anxiété et de dépression accompagnés de pensées délirantes et d'altérations de la pensée », le tout « associé à des troubles cognitifs ». De plus, les experts ont observé que les analyses génétiques du sujet révélaient la présence « **des polymorphismes génétiques** » intéressants la capacité de « moduler les réactions à des variables environnementales », et intéressants, tout particulièrement la réponse à « l'exposition à des événements stressants » et « la réaction à ceux-ci avec un comportement de type impulsif ». Cette « vulnérabilité génétique » devient plus significative si l'individu a grandi dans un contexte familial et social caractérisé, « dans les premières décennies de la vie, par des facteurs environnementaux défavorables, psychologiquement traumatisants ou négatifs ».



Népal

Par **Lukas Heckendorn Urscheler**, vice-directeur

Droit constitutionnel : Nepal enacts a new constitution

After nine years of intense debate and political negotiations, Nepal has passed a **new Constitution (English translation)** on 20 September 2015. After monarchy had been abolished in 2008 in the wake of the civil war, President Ram Baran Yadav presented the first Nepalese constitution prepared by representatives of the people. Out of the 598 Members of Parliament, 508 voted in favour of the constitution, while 25 were against it and several smaller parties boycotted the vote. While the decision to establish a secular federal democratic republic was taken a long time ago, the identification of the different federal units was (and remains) one of the most contested issues.

Pays-Bas

Par **Stéphanie De Dycker**, conseillère juridique

Lutte contre le changement climatique : L'État néerlandais condamné à modifier sa politique en matière environnementale

Dans un **jugement rendu le 24 juin 2015**, le tribunal de La Haye a condamné l'État néerlandais à diminuer le volume des émissions annuelles de gaz à effet de serre aux Pays-Bas aux fins de contrer les conséquences dramatiques du changement climatique. Le jugement rappelle que sur la base de sa politique actuelle en la matière, les Pays-Bas réduiront à l'horizon 2020 leurs gaz à effet de serre de 17 % au plus, ce qui est inférieur à la norme de 25 à 40 % de réduction considérée comme nécessaire pour les pays industrialisés par les climatologues et la politique internationale de l'environnement. Le jugement du tribunal de La Haye a établi qu'en prévoyant une réduction des gaz à effet de serre inférieure au seuil indiqué ci-dessus à l'horizon 2020, la politique suivie par l'État violait le devoir de diligence qui pesait sur celui-ci en matière de protection et d'amélioration de l'environnement. Le tribunal a ainsi condamné l'État néerlandais à réduire le volume des émissions annuelles de gaz à effet de serre de 25% au moins à la fin de l'année 2020 par rapport au niveau de l'année 1990.



Pologne

Par *Josef Skala*, conseiller juridique

Droit de construction : Changes to Polish construction law

In 2015, the Polish Sejm adopted simplifications to the **Polish Construction Law** (*Prawo budowlane*) of 7 July 1994 which set out legal matters involving construction and supervision of buildings and defining the rules of public authorities in these areas. Amendments facilitate the administrative procedures preceding the start of construction work. **The Amendment Law No. 443/2015** has been published on 27 March of this year and the most important changes will enter in force on the 1 January 2016. Building permits for minor construction projects such as detached houses, outbuildings, networks and electro-energetic installations, water supply, sewage and heating systems will no longer be necessary. Only a notification about the intention to build to the chief magistrate (mayor) will be required. Following the amendment, the authority has 14 days to require an investor to supplement the documentation. Work may start if the authority raises no objection within 30 days from notification. According to new regulation, it is also possible to start construction works without a final binding decision to grant a building permit if the sole applicant is the builder.

République Tchèque

Par *Josef Skala*, conseiller juridique

Droit comptable : The Czech Accounting Act amendment

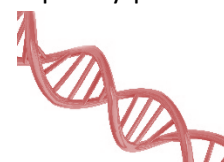
On 1 January 2016, an amendment (**No. 221/2015 Coll. of Laws**) to the Accounting Act (**No. 563/1991 Coll. of Laws**) will enter into force, which implements European directive **2013/34/EU** into the Czech accounting rules. Among the central changes brought about is the introduction of a categorization system for businesses. Czech accounting rules recognize four different categories, under which a company will fall into the given category if it does not exceed at least two of the three criteria. According to the explanatory note to the Act written by the Czech ministry of finance, almost 90% of registered entities in the Czech Republic fall within the definition of micro-undertakings under the new rules. Micro-undertakings and small undertakings may then compile simplified annual statements and are relieved from the consolidation duty. Medium-sized undertakings and large undertakings are on the contrary obliged to produce a cash flow statement and a statement of retained earnings. Amendments to the Accounting Act coordinate Czech rules with international accounting standards, and set an easier administrative burden for micro-undertakings and small undertakings.

Royaume-Uni

Par *John Curran*, conseiller juridique

Droit de la procédure pénale : Indefinite retention of DNA profiles of convicted adults does not breach right to privacy

The UK's highest court, the Supreme Court, has ruled that retaining DNA profiles of convicted adults on an indefinite basis is not an illegal breach of their privacy. The judgment in **Gaughran (Appellant) v. Chief Constable of the Police Service of Northern Ireland (Respondent) (Northern Ireland)** makes a clear distinction between information that police forces may keep on those who have been convicted, as opposed to those who were merely suspects. The claim against the Police Service of Northern Ireland (PSNI) was brought by Mr Gaughran, who was arrested for drunk driving in Northern Ireland in 2008. Upon arrest, a DNA sample was taken, and his profile was then loaded on to the Northern Ireland National DNA database and retained indefinitely in accordance with the statutory provisions in Northern Ireland. Mr Gaughran subsequently pleaded guilty to the offence, and was fined £50 and disqualified from driving for one year. By a majority of four to one, the Supreme Court justices ruled that storing his DNA profile – the information extracted from his DNA sample and held on a computer database – is a proportionate interference with his right to privacy under article 8 of the European convention on human rights. With the statutory provisions relating to DNA profile retention in Northern Ireland broadly similar to those in England and Wales, the ruling also provides clarity on English law.



Droit social : Supreme Court clarifies rights of vulnerable homeless people

The Supreme Court has ruled on a long-running legal challenge to the way councils decide who is “vulnerable” enough for housing help. As a result, single homeless people will no longer have to prove they are particularly vulnerable compared to other homeless people in order to qualify for support. In **Hotak and others v. London Borough of Southwark and Anor**, the ruling found that many local authorities have wrongly been assessing need in relation to those deemed to be “street homeless” even though the description does not appear in the relevant legislation. By a majority of four to one, the Supreme Court judges found that a homeless man who had multiple physical problems and psychotic symptoms should not have been turned away by Southwark council. “The expression ‘street homeless’, is ... much used, but it is not to be found in the **1996 Housing Act**”, the judgment added. “The expression can plainly mean somewhat different things to different people. “Homeless’, as defined in the act, is an adjective which can cover a number of different situations, and the very fact that the statute does not distinguish between them calls into question the legitimacy of doing so when considering the nature or extent of an authority’s duty to an applicant.”

Droit environnemental : Supreme Court orders UK to take “immediate action” on air pollution

Ministers must draw up strict plans to crack down on the UK's high levels of nitrogen dioxide (NO₂) pollution, following a landmark ruling in the Supreme Court. In **R (on the application of ClientEarth) v. Secretary of State for the Environment, Food and Rural Affairs**, the court unanimously ordered the Secretary of State for Environment, Food and Rural Affairs to consult on new air pollution plans that must be submitted to the European Commission no later than 31 December 2015. The EU Air Quality Directive demanded the UK brought pollution down to legal limits by 2010 or apply for an extension showing how it could comply by 2015. But the government in 2011 said that a number of areas, including London, would be unable to comply by 2015 and instead argued the law allowed it to comply "as soon as possible". London and several other British cities have failed to meet EU standards on nitrogen oxide levels since 2010, prompting a legal challenge by NGO ClientEarth. The Supreme Court ruling means the Government must start work on a comprehensive plan to meet pollution limits as soon as possible. Among the measures that it must consider are low emission zones, congestion charging and other economic incentives.

Fédération de Russie

Par Josef Skala, conseiller juridique

Droit financier : Bankruptcy of Individuals in Russia

In October 2015, Russian Commercial Courts (*арбитражные суды*) will start putting into practice provisions on individual bankruptcy established with the amendment to **Russia's Federal Law “On Insolvency (Bankruptcy)” of 26 October 2002 No. 127**. These amendments were brought to the Bankruptcy law by **the Act No. 476-FZ** in December 2014 and last changed with **the Law No. 154 – FZ of 29 June 2015**. Bankruptcy of an individual may be initiated by a creditor or by a governmental authority if the debt exceeds RUB 500'000 and is overdue by more than three months. A debtor may initiate self-bankruptcy if he proves his financial insolvency, property insufficiency and inability to satisfy creditors' claims in due time. A debtor must initiate self-bankruptcy if performance of his obligations would lead to inability to satisfy the claims of other creditors exceeding RUB 500'000. The bankruptcy of individuals is administered exclusively by state commercial courts. An individual may be subject to the following bankruptcy procedures: debt restructuring, sale of debtor's property and amicable settlement. In the first wave, more than 700'000 claims for individual bankruptcy are expected in Russia.

Droit de la famille, droit de la santé : Compulsory HIV testing before marriage in Russia

The Russian parliament has, since September 2015, been considering legislation (**Project of the Law No. 878942-6**) that would force couples wishing to get married to agree to mandatory HIV testing. The bill was submitted to the Duma by MP Magomed Selimkhanov, a Chechen deputy from the ruling United Russia party. The proposal should amend Article 26 of the **Act on Civil Status of 15 November 1997 No. 143-FZ**. The legislation's memorandum states that such a law would help identify cases of HIV infection that are currently going unrecorded, allow people to get medical attention earlier, reduce the number of children infected with the disease and contribute to the fight against the spread of HIV in Russia. The Duma's committee on health has supported mandatory HIV testing as a requirement for marriage. The head of Russia's Chechen Republic, Ramzan Kadyrov, strongly supported the proposal and asked Russian lawmakers to back the legislation. Chechnya has enforced such a policy since 2011.

Slovaquie

Par *Josef Skala*, conseiller juridique

Droit financier : Amendments to the Act on bankruptcy

In April 2015, the Slovak Parliament adopted **Amendments No. 87/2015 Coll. of Laws to the Commercial Code No. 513/1991 Coll. of Laws** and to the **Act on bankruptcy and restructuring No. 7/2005 Coll. of Laws**. The amendments introduce several new legal institutions, *inter alia* a registry of disqualifications (prohibition to perform certain activities), a definition of a company in crisis and prevention of repayment of contributions to shareholders or liability of shareholders for certain acts. According to the law, “company in crisis” means a situation in which a company is bankrupt or at risk of bankruptcy. Risk of bankruptcy is calculated on an equity to debt basis. In a company in crisis, the ratio of equity and liabilities is lower than 4:100 in 2016, 6:100 in 2017 and 8:100 in 2018 and the following years. The new regulation introduces new institutions to increase creditors’ protection, but the essential items remain unchanged. Assessing a specific case of bankruptcy remains with the court.



Suède

Par *Henrik Westermark*, conseiller juridique

Droit pénal, mandat de perquisition : Supreme Court dismisses prosecutor’s request for a search warrant at a newspaper

The Swedish Supreme Court has in a decision delivered on 18 August 2015 (Ö 3074-15) decided to dismiss a prosecutor’s request for a search warrant at a newspaper. Following a jewelry shop robbery, the newspaper *Aftonbladet* received a photo of two men on a moped putting up obstacles on a possible escape route. The photo was published with the faces of the men masked. The prosecutor requested for a search warrant at the newspaper in order to have access to the unmasked digital images. The Supreme Court held that a search at the newspaper would entail a considerable risk of disclosure of information about the person who had provided the photo anonymously. It then held that the right to anonymity is particularly worthy of protection and concluded that the requirement of proportionality regarding the use of coercive measures therefore prevented a search warrant. In its decision the Court stated that the protection of seizure of certain written documents also apply for digital information.

Droit pénal, confiscation des biens : Swedish court orders the forfeiture of domain names

In a judgment from the Stockholm District Court (B 6463-13), the court ordered the forfeiture of the domain names *thepiratebay.se* and *piratebay.se* on the grounds that they were used for copyright infringements. The case is unique since it is the first time a prosecutor requested to forfeit a domain name in accordance with the rules on forfeiture (*förverkande*) of property laid down in the Swedish Penal Code. The organization *Stiftelsen för Internetinfrastruktur* which grants all .se domain names opposed the prosecutor’s demand to prohibit any future use of the two domain names. The court conceded that it could not force *Stiftelsen för Internetinfrastruktur* to block certain domain names, but by the forfeiture, it effectively ensured that the rights to the domain names are now property of the state. *Stiftelsen för Internetinfrastruktur* may therefore not grant the domain names to a third party. The judgment has been appealed and is now pending before the Appellate Court.



Développements juridiques divers

Droit international public : Les droits économiques et sociaux des demandeurs d'asile et des réfugiés en Europe

Par *Carole Viennet*, Université de Strasbourg, France

L'actualité ne manque pas de nous le rappeler, les frontières européennes sont à l'épreuve des réfugiés et pour trouver asile en Europe, ils doivent être acceptés par des autorités étatiques. Une fois le besoin de protection internationale reconnu, c'est un nouveau départ que les réfugiés prennent. Pour s'intégrer dans leur société d'accueil, mais avant tout parce qu'ils sont humains, les réfugiés ont des droits économiques et sociaux. Par exemple, les enfants doivent pouvoir aller à l'école et les adultes, accéder au marché de l'emploi ; tous ont droit à la santé. La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la Convention européenne des droits de l'homme de 1950, la Convention de Genève relative au statut des réfugiés de 1951, la Charte sociale européenne de 1961, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne de 2000, les normes de l'Union européenne en matière d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés nous le rappellent chacun de manière différente et à des niveaux différents. Le droit supranational pertinent s'apparente en effet à une poupée russe d'un genre particulier : certains textes ont été signés dans le cadre des Nations Unies, d'autres du Conseil de l'Europe et d'autres encore dans celui de l'Union européenne. Certains textes sont contraignants, d'autres pas ou peu. L'application de toutes ces normes revient aux Etats, qui le feront chacun en prenant compte de leur propre système juridique et de leur situation particulière ; ceci représente la quatrième poupée. La cohérence entre toutes les sources normatives est parfois difficile à assurer, tout comme le respect des droits qu'elles reconnaissent. Il est même difficile d'expliquer pourquoi les droits fondamentaux, pourtant universels, font l'objet de textes spécifiques pour les réfugiés, ou encore, pourquoi le déclenchement de la garantie des droits économiques et sociaux dépend de la volonté des États.

Droit médical et de la santé : „Qualitätskontrolle“ von Embryonen durch PID (Präimplantationsdiagnostik) in Deutschland?

Par *Silvia Deuring*, Referendarin am Landgericht Mannheim, Allemagne

Bei einer PID (Präimplantationsdiagnostik) handelt es sich um eine genetische Untersuchung künstlich befruchteter Embryonen vor deren Transfer in den Mutterleib, bei der gezielt nach genetischen Defekten gesucht wird, um dann nur solche Embryonen ohne entsprechende Mängel zu transferieren beziehungsweise keinen Transfer vorzunehmen. Diese Technik ist Gegenstand kontroverser gesellschaftlicher und juristischer Diskussion, da hiermit eine gewisse Auswahl „wünschenswerter“ Embryonen einhergeht (siehe hierzu ausführlich die [Stellungnahme des Deutschen Ethikrates](#)). Auf der einen Seite steht vor allem das Recht des Embryos auf Leben, welches ab dem Zeitpunkt besteht, in dem die Befruchtung durch Auflösung der Zellmembran von Ei- und Samenzelle abgeschlossen ist. Zudem wird durch Gegner der PID ins Feld geführt, die Zulassung einer solchen Diagnostik führe zu einer Selektion, bei der unzulässig über die Verwerfung von Leben entschieden werde. Damit gehe eine Signalwirkung einher, Behinderungen seien verhinderbar oder besonders vermeidungswürdig. Im Gegensatz zu einem Schwangerschaftsabbruch bestehe in diesem Stadium noch keine akute Belastungssituation der Mutter, die eine solche Selektion rechtfertigen könne. Befürworter der PID verweisen dagegen auf das Recht der Mutter auf freie Entfaltung der Persönlichkeit sowie auf körperliche und seelische Unversehrtheit. Es sei zudem ethisch nicht vertretbar, einem frühen Embryo in vitro höheren Schutz zu gewähren als dem deutlich weiter entwickelten Fötus im Mutterleib, dessen Abtreibung bis zur zwölften Schwangerschaftswoche möglich sei. Damit gehe auch keine Abwertung behinderter Menschen einher. Es handle sich allein um eine individuelle Gewissensentscheidung der Eltern in einer für sie existenziellen Konfliktsituation. Es sei darin gerade keine „Qualitätskontrolle“ zu sehen, sondern die Wahrnehmung des Rechts auf Fortpflanzung, ohne die eigene Gesundheit zu gefährden. Eine auf Ausnahmen begrenzte und sehr vorsichtige Zulassung der PID könne vor allem nicht als erster Schritt in Richtung „PID als Routineuntersuchung“ gesehen werden. Es sei kein Automatismus erkennbar, dass eine Gesellschaft immer liberaler würde und damit im Laufe der Zeit immer mehr Merkmale für eine Selektion, wie beispielsweise das Geschlecht des Kindes, Akzeptanz finden würden. Die Rechtslage ist in den verschiedenen europäischen Ländern sehr vielfältig. In Deutschland ist seit November 2011 § 3a ESchG (Embryonenschutzgesetz) in Kraft, wonach eine PID grundsätzlich verboten, in begrenzten Ausnahmefällen jedoch zulässig ist. Eine solche Ausnahme ist zunächst gegeben, wenn auf Grund der genetischen Disposition der Frau oder des Mannes oder von beiden für deren Nachkommen das hohe Risiko einer schwerwiegenden Erbkrankheit besteht, § 3a Absatz 2 Satz 1 ESchG. Ausnahmsweise zulässig ist eine PID zudem zur Feststellung einer schwerwiegenden Schädigung des Embryos, die mit hoher Wahrscheinlichkeit zu einer Tot- oder Fehlgeburt führen würde, § 3a Absatz 2 Satz 2 ESchG.

Droit Chinois

Droit commercial : A judicial interpretation of the Supreme People's Court of the People's Republic of China finally sets out the basic rules for private lending

Par *Gary Carrel, TMI Associates*

On 06 August 2015, the Supreme People's Court (SPC) issued a **judicial interpretation** on private lending. This judicial interpretation entered into force on 01 September 2015. In China, in the current context of deepening legal reform, many laws are still incomplete and imperfect, and hence judicial interpretation serves as secondary law. Judicial interpretation sometimes precedes legislation by National People's Congress. In recent years, given the flood of cases and the rise of private lending as an alternative to bank credit practices, there was an urgent need for the SPC to legislate. The drafting had been underway for over three years. It took time to finalise the text, which is a good indicator of the importance of the matter. The text consists of 33 provisions. Article 1 defines private lending as lending between individuals, legal persons and other entities, but it excludes financial institutions. The SPC interpretation applies to P2P internet platforms, but not to internet platforms operated by entities regulated by financial regulators. In brief, the SPC interpretation rules on the validity of private lending contracts as well as on abusive lending practices. Procedural rules are also specified and the SPC states that intercompany loans are now valid, but subject to limitations. Another important provision of the SPC interpretation is article 26 et seq. regarding interest rate on private loans. The SPC provides that agreed annual interest rates not exceeding 24 % are deemed valid. If the agreed annual interest rate exceeds 36 %, the proportion exceeding 36 % is invalid. The proportion between the annual interest rate of 24 % and of 36 % shall be considered as "natural debt", namely an obligation without a right to enforce. As a matter of clarification, the SPC interpretation is good news for the sector professionals as it puts an end to a long period of uncertainty. For Chinese lawyers, it is a very important step forward. Previously it was very difficult for them to assess the legal risk of private lending, especially when drafting a Due Diligence report. Now, with the SPC interpretation, the bright-line between what is legal and illegal is clear.

Neues Projekt zur Kodifikation des Zivilrechts in China, beginnend mit dem Allgemeinen Teil

Par *Johanna Fournier, Conseillère juridique*

Seit September 2015 bietet das Institut eine neue öffentliche Vortragsreihe an: Die *Lunchtime Lecture*. Eröffnet wurde diese Reihe durch Professor Hongliang Wang, der in seinem Vortrag das neue Projekt vorstellte, das chinesische Zivilrecht zu kodifizieren. Das Zentralkomitee der Kommunistischen Partei Chinas hat Ende 2014 ein neues Kodifikationsprojekt ins Leben gerufen. Unter der Aufsicht der Chinesischen Juristischen Gesellschaft ist nun ein Entwurf für die Kodifizierung des Allgemeinen Teils entstanden. Der neue Entwurf legt einen grösseren Wert auf Privatautonomie und Vertrauensschutz, was sich auch in verschiedenen Neuerungen zeigt. So enthält er erstmals Vorschriften über den geheimen Vorbehalt, das Scherzgeschäft sowie das Scheingeschäft. Auch die Formvorschriften wurden modifiziert, sodass bei einem Formverstoss nun vermutet wird, das Geschäft sei nicht zustande gekommen. Dies lässt sich jedoch durch anderweitigen Beweis widerlegen, die Form dient mithin lediglich als Beweismittel. Professor Hongliang Wang zog insgesamt ein positives Fazit zu diesem Entwurf, welcher der neuen wirtschaftlichen und sozialen Lage Chinas Rechnung tragen soll.

Conférence de droit comparé et Alumnis de l'ISDC

3^e Conférence internationale sur le droit comparé et le common law global : *The Role of Comparative Law in the Development of a Legal System*

Par *Christiane Serkis, bibliothécaire*

Les 25 et 26 septembre 2015 s'est tenue à Pékin la 3^{ème} Conférence internationale de droit comparé et de *common law* global ; cet événement était conjointement organisé par la *China University of Political Science and Law – CUPL – (College of Comparative Law)* et l'*Asia Academy of Comparative Law*. En parallèle à la thématique principale du rôle du droit comparé dans le développement d'un système juridique, avait également lieu un Forum international sur le droit comparé en droit de la concurrence. Hormis les professeurs chinois, des professeurs de Russie, de Corée du Sud, d'Indonésie, d'Inde, de la Suisse et d'Australie présentaient une contribution durant ces deux journées.

L'Association des Alumni et des Amis de l'Institut suisse de droit comparé (AiSDC) était représentée, tant dans les conférences que lors d'un événement spécial regroupant de nombreux anciens boursiers chinois ayant séjourné à l'ISDC et organisée pour le lancement de son équivalent en Chine, soit la *China Association of Alumni and Friends of the Swiss Institute of Comparative Law*. L'AiSDC a apporté un soutien financier à cet événement.

Études de droit comparé

L'Institut rédige plusieurs **grandes études de droit comparé** par année. Nous avons choisi de mettre la lumière sur une étude à chaque édition. En vue des débats actuels sur les multinationales responsables, nous proposons ci-après un extrait d'une étude comparative sur l'**obligation de diligence en matière de droits de l'homme et de l'environnement**. Cette étude a été réalisée en septembre 2013 et les informations contenues dans les extraits portant sur les législations nationales sont à jour à cette date-là.

Ceci dit, la matière entreprises et droits de l'homme subit un développement important. Notamment la Directive 2014/95/UE du 22 octobre 2014 changera les réglementations dans ce domaine en Europe. Tenant compte de ces développements, l'Institut publiera en début 2016 une version actualisée de l'étude comparative, dont nous vous présentons des extraits. Dans le même contexte, l'Institut publiera également un ouvrage portant sur l'impact des principes directifs des Nations Unies dans le droit international privé, lié à la conférence sur ce sujet organisé par l'Institut l'année passée.

Directive 2014/95/UE concernant la publication d'informations non financières

Directive 2014/95/EU amended the general reporting duty of Directive 2013/34/EU regarding non-financial statements. According to the new article 19a, large and parent companies in Europe have to respect stricter reporting duties which the Member States are to implement until 06 December 2016. Although the auditor will check that such a non-financial statement has been provided based on the so-called comply-or-explain-principle, the Member States can decide whether the statement's content will be reviewed (paras. 5, 6). This statement shall include enough information to understand the company's "development, performance, position and impact of its activity" and has to discuss at least environmental, social and employee issues as well as compliance with human rights, anti-corruption and anti-bribery matters (para. 1). In particular, the report shall comprehend a short description of the company's business model, a description of its concept with regard to these matters including the applied due diligence processes, the results of these concepts and the most important non-financial performance indicators relevant to the particular company. Furthermore, the company has to show the main risks and its solutions. Interestingly, this shall also include – where relevant and proportionate – "its business relationships, products or services" and thus the company's supply chain. In order to introduce their supply chain into their statement, the respective companies have to ask those suppliers and service providers who might cause negative effects on social, environmental or human rights issues for relevant information. They can also generate this information through audits. For their statement, the companies may use national, European or international frameworks as a guidance. Hence, the European Commission is planning to publish non-binding guidelines concerning the methodology by December 2016.

Obligation de diligence raisonnable des entreprises en matière environnementale

Recherches effectuées par les conseillères et conseillers juridiques de l'Institut – Etat septembre 2013

Angleterre

Section 172(1) of the Companies Act 2006 provides that, when considering how to act in a way that would be most likely to promote the success of the company for the benefit of its members as a whole, a director must "have regard to (d) the impact of the company's operations on the community and the environment." There is no geographic limit placed on the duty to have regard to the impact of a company's operations on the environment. It may therefore be assumed that activities of the company which take place outside the UK are also included in this duty.

The regulations on reporting are more specific about environmental matters. In particular, the European reporting requirements apply to quoted companies: the 'business review' must, among other things, include information about environmental matters and the impact of the company's business on the environment, including, where appropriate, key performance indicators, including information relating to environmental matters (section 415 and 417 CA 2006). In 2006, the Department for Environment, Food and Rural Affairs (DEFRA) issued "**Reporting Guidelines** for United Kingdom Businesses on **Environmental Key Performance Indicators (KPIs)**" (both general, and sector specific) for compliance with the 'business review' requirements. These help companies to identify and address their most significant environmental impacts. The Guidelines are however voluntary and need not be followed even by those organisations that are obliged to provide information about environmental matters and to use KPIs.

Further regulations requiring directors' reports to contain certain specific information about **greenhouse gas (GHG) emissions** were also envisaged for implementation under provisions of the Climate Change Act 2008. Following consultations, and with effect from October 1st 2013, the Companies Act 2006 (Strategic Report and Directors' Report) Regulations 2013 make it compulsory for quoted companies to report their levels of GHG emissions.

Canada

There are specific environmental duties imposed upon directors and officers under s. 280.1 of the Canadian Environmental Protection Act to take "all reasonable care" to ensure that the corporation complies with the legislation. Further regulatory guidance is provided for the conduct of environmental due diligence. In 2010, the Canadian Securities Administrators issued Staff Notice 51-333 on Environmental Reporting Guidance, which addresses how Management's Discussion and Analyses should address environmental risks facing the company. It divides these risks among: (a) litigation risks; (b) physical risks; (c) regulatory risks; (d) reputational risks; and (e) risks relating to the business model. In Peoples Department Stores Inc. (Trustee of) v Wise of 2004, the Supreme Court of Canada explicitly included consideration of the interests of the environment as falling within the purview of the fiduciary duty of directors and officers. It should be noted that in Staff Notice 51-333, the Canadian Securities Administrators specifically signal that the evaluation of regulatory risks associated with a company's environmental impact "can include both applicable domestic and foreign requirements." Furthermore, certain business activities cannot proceed without a federal or provincial environmental assessment having been conducted.

The requirement under provincial securities regimes for corporations issuing publicly traded shares to disclose material changes in their situation promotes due diligence more generally. Since as part of their disclosure obligations there is to be the filing of Management's Discussion and Analysis approved by the board of directors, the board and management are prompted to perform due diligence with respect to risks faced by the company. National Instrument 51-102 signals that "environmental issues," "environmental protection," "environmental policies" and "environmental risks" should be addressed in the Annual Information Form. A parallel set of requirements exists for the issuance of a prospectus when selling securities to the public. There are even more specific regulatory requirements to disclose environmental risks in the case of mineral projects, which are covered by their own National Instrument 43-101. Furthermore environmental laws stipulate a number of reporting requirements of their own concerning environmental impacts. The securities continuous disclosure regime of National Instruments 51-102 and 43-101 as well as the guidance provided by Staff Notice 51-333 together create a reporting mechanism for environmental risks as well as corporate environmental policies adopted and results achieved as material changes arise.

Danemark

Die Berücksichtigung von Umweltaspekten wird in der gesellschaftsrechtlichen Gesetzgebung und in den Empfehlungen zur *Corporate Governance* nicht ausdrücklich erwähnt. Eine Berücksichtigung kann sich aber je nach Situation beim Risikomanagement aufdrängen und kann im Rahmen des *Stakeholder*-Dialogs relevant sein. Die Umweltgesetzgebung enthält hingegen verschiedene Mechanismen, welche mindestens indirekt zu einer Sorgfaltsprüfung animieren, so zum Beispiel der Inspektionsmechanismus, das Genehmigungserfordernis für umweltverschmutzende Tätigkeiten oder die Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen des Raumplanungsgesetzes oder bei neuen Ölplattformen. Die verschiedenen Vorschriften scheinen jedoch territorial beschränkt zu sein.

Das Durchführen einer Sorgfaltsprüfung zu Umweltauswirkungen der Tätigkeiten eines Unternehmens wird zudem in den Vorschriften über Berichterstattungspflichten geregelt. So sieht seit 2009 § 99a des Jahresrechnungsgesetzes (*årsregnskabsloven*, ARL) vor, dass Unternehmen einer gewissen Grösse den Lagebericht (*ledelseberetningen*) mit einem Bericht zur Corporate Social Responsibility (*samfundsansvar*) ergänzen sollen. Unter CSR wird gemäss der gesetzlichen Definition von § 99a Abs. 1 ARL u.a. das freiwillige Berücksichtigen von umwelt- und klimarelevanten Verhältnissen verstanden. Hat das Unternehmen keine CSR-Politik, soll dies im Lagebericht angegeben werden (§ 99a Abs. 1 ARL in fine). Zusätzlich sollen allfällige Politiken zum Reduzieren der Klimaveränderung ausdrücklich im CSR-Bericht erwähnt werden. Falls keine (spezifischen) Politiken bestehen, ist dies im Lagebericht anzugeben (§99a Abs. 2; „comply or explain“). Zudem verlangen die Berichterstattungspflichten § 99 Abs. 1 Ziff. 9 ARL (der bereits für mittlere Unternehmen anwendbar ist), dass der Lagebericht die Auswirkungen einer Gesellschaftstätigkeit auf die Umwelt sowie Massnahmen zur Vorbeugung, Reduktion oder Abwendung von Umweltschäden nennen muss.

Bibliothèque

La revue IPRax (Praxis des Internationalen Privat- und Verfahrensrechts) enfin accessible en ligne

Durant l'été, l'offre de la base allemande JURIS a été augmentée avec l'acquisition du tout nouveau module **Internationales Privatrecht (IPR)** des éditions Otto Schmidt.



Il est désormais possible d'accéder à tout moment, mais à partir de l'année 1997 seulement, à la revue imprimée la plus consultée (selon nos dernières statistiques d'utilisation) dans la bibliothèque.

Les ouvrages juridiques belges disponibles désormais en version imprimée et en ligne

La bibliothèque active désormais systématiquement les codes d'accès des ouvrages des éditeurs juridiques Larcier et Bruylant acquis afin de disposer de leur version numérique dans la base *Strada lex*.



Publications et manifestations 2015

Publication parue

Der Einfluss des Europarechts in der Türkei und der Schweiz / L'influence du droit européen en Turquie et en Suisse

Volume 75

Schulthess

Actes des journées turco-suisse

Publications à paraître avant la fin de l'année

Comparisons in Legal Development

The Impact of Foreign and International Law on National Legal Systems

Volume 76

Das Recht der Volksrepublik China vor den Herausforderungen des 21. Jahrhunderts

Volume 77

Prochaines manifestations

Jeudi 22 octobre : Remembering Patrick Glenn

Conférence à Lausanne

Programme – Inscription

Vendredi 23 octobre 2015 : Comparing Comparative Law

(On invitation only)

À l'Université de Fribourg. Une conférence organisée conjointement par l'Université de Fribourg, l'Institut suisse de droit comparé et l'Institut d'Etudes Avancées (IEA) de Nantes.

Jeudi 29 octobre : Exercice en droit comparé des étudiants de l'UNIL en droit du commerce international

Vendredi 6 et samedi 7 novembre : Workshop doctoral avec l'Université de Lucerne

Jeudi 12 novembre : Journée doctorale à l'Institut suisse de droit comparé.

Organisée avec le programme doctoral en droit, s'adressant principalement aux doctorants et doctorantes en droit affiliés aux Universités membres et partenaires de la CUSO.

Lundi 16 novembre : Exercice en droit comparé des étudiants de l'Université de Bâle

Jeudi 17 décembre : Inauguration de la salle Tito Ballarino

Réseaux Sociaux

Suivez-nous sur Facebook, Twitter ou LinkedIn !

